

## **Comité Social d'Administration Local**

**du 17/07/2024**

2<sup>e</sup> convocation après boycott.

Monsieur le Président,

Le deuxième tour des élections est passé, mais nous restons toujours à la fois dans un flou incompréhensible, et dans l'attente d'élections au sein de l'Assemblée Nationale, qui apporteront peut-être un peu plus de clarté au sein de la vie politique de notre pays.

Ces dernières actualités ne font que confirmer l'exaspération des français devant l'inconscience de nos instances dirigeantes qui jouent avec une allumette sur une poudrière.

Solidaires Finances Publiques réaffirme haut et fort une justice fiscale sociale et environnementale, et combattra l'extrême droite présentant un danger notoire pour notre pays et notre administration.

Pour en revenir à notre point du jour de ce CSAL.

Quelques remarques sur le bilan d'activité et social 2023 du SARH.

Ce bilan demeure marqué par la très forte dégradation des conditions de vie au travail des agents.

Nous abondons la remarque concernant l'attribution d'ACF, qui serait légitime dans le contexte d'exercice des missions du SARH et la technicité exigée pour exercer ces missions.

De même, l'octroi de la prime attribuée aux agents de la DDFIP 93, serait aussi une juste attribution pour les agents du SARH.

Sur le recrutement au choix des agents du SARH, il ne s'agit que d'une sélection des agents par le Directeur. Il ne s'agit nullement d'une sélection de candidatures pour des postes au choix.

Solidaires Finances Publiques note la baisse de l'attribution du temps de télétravail au sein du SARH, et cette diminution s'effectue officieusement, hors du dialogue social.

### Concernant les emplois et effectifs.

Le manque d'attractivité ne fait que s'accroître, tout comme les difficultés à recruter des agents. Le recours aux contractuels persiste.

Solidaires Finances Publiques rappelle que les stagiaires et vacataires ne doivent pas être recrutés pour pallier au manque d'effectifs.

Pour mémoire, notre DUERP fait état pour le SARH de Risques Psycho Sociaux, dont la mesure de prévention est : « Ne pas accepter de nouvelles missions tant que les effectifs sont insuffisants pour accomplir les missions actuelles. »

### Concernant le PRHD

Les réorganisations successives de service n'arrivent pas à endiguer le volume des missions.

### Concernant le CSRH

La baisse des effectifs corrélée à l'augmentation incessante des missions, aux exigences des mesures nationales, dans des délais d'exécution très courts, est un facteur de dégradation des conditions de vie au travail des agents.

Quant aux réunions de service qui nous étaient annoncées pour parfaire les méthodes de travail et améliorer le collectif PRHD et CSRH entre agents A B C , nous attendons un retour d'informations.

### Concernant le PEC

Les effectifs sont sous dimensionnés par rapport aux missions sensibles et exigeantes. Le service rendu aux collègues en pâti énormément et bien souvent en termes financiers.

### Concernant le PAGBL

Ce service a subi réorganisation sur réorganisation au détriment des agents, ayant pour conséquence une souffrance des agents qui s'est matérialisée par une demande d'un Espace de Dialogue. Toujours plus de nouvelles missions sans les effectifs adéquats pour les assumer. Solidaires Finances Publiques réaffirme et conforte la grande analyse et justesse de ses écrits, de ses analyses et de ses recommandations sur les différentes instances et échanges concernant ce service. Nous ne pouvons que déplorer la mise en danger d'agents dans ce service.

Par ailleurs nous avons noté le nombre de PV à voter, qui sont la représentation des missions qui s'exercent d'une manière dégradée, non pas tant par les agents qui s'épuisent à faire plus que leur travail pour soutenir les missions, mais par un manque évident et certain de personnels. Nous remercions les agents du PAGBL, mais aussi l'inspectrice stagiaire sur cette mission qui a dû se retrouver dans une situation très particulière et dégradée pour son stage probatoire.

### Concernant le Dialogue Social

Solidaires Finances Publiques déplore que le dialogue social se soit détérioré aboutissant à une rupture de ce dialogue durant plusieurs mois. Il se durcira d'autant plus, si des réponses et améliorations ne sont pas très vite apportées aux agents du SARH.

### Concernant l'observatoire interne

le taux de participation est trop faible pour en tirer des analyses judicieuses. Il reflète peut-être la désaffection et le désintérêt des agents, qui sont absorbés par l'exercice de leurs missions et qui n'ont jamais été autant sollicités par des sondages. Par ailleurs, il est à noter un désinvestissement des agents qui ont l'impression que leurs réponses ne sont pas prises en compte pour une amélioration de leur situation.

Restituer les résultats de ce sondage à tous les agents du SARH, est certes, une très bonne chose. Cependant, cela ne doit pas être cantonné à une opération de communication, mais doit être suivie de solutions concrètes en vue de l'amélioration du quotidien des agents, de leurs conditions de vie au travail en vue de la diminution de leurs risques Psycho Sociaux.

Nous avons appris que l'assistante de prévention arrivée il y a à peine un an pour remplacer le précédent par une décision de la Direction, nous quittait.  
Solidaires Finances Publiques rappelle que cette mission sensible de la plus haute importance pour les agents, requière une stabilité ainsi qu'une prise en compte particulièrement importante de la part de la Direction.

Nous interviendrons au fur et à mesure de ce CSAL.